

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja  
Semaine du 6 avril 2026

*Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).*

## **English summary**

### **Nigeria**

- World Bank underlines Nigeria's recent macroeconomic improvements while risks arise from global uncertainties;
- Nigeria restored to Frontier Market status by FTSE Russell;
- World Bank approves USD 500m project to expand agricultural value chains and jobs;
- EBID approves USD 242m for three infrastructure projects in Nigeria;
- NNPC exports first Cawthorne crude cargo;
- Flutterwave secures Nigerian banking license.

### **Ghana**

- Government raises GHS 3.1bn in its return to the bond market;
- Ghanaian company Engineers & Planners (E&P) secures the Damang mine lease;
- Ghana's oil production declines for the sixth consecutive year in 2025;
- Ghana's economic activity grows by 7.5% in January 2026.

## LE CHIFFRE À RETENIR

# 51,4

L'indice des directeurs d'achat (PMI) publié par S&P Global pour le Ghana en mars.

### **Nigeria :**

La Banque mondiale souligne les progrès économiques du Nigeria malgré la résurgence de risques ; FTSE Russell réintègre le Nigeria dans son indice des marchés frontières ; La Banque mondiale approuve une ligne de crédit de 500 M USD pour le secteur agricole ; La BIDC approuve 242 M USD d'investissements au Nigeria ; La NNPC exporte sa première cargaison de brut Cawthorne ; Flutterwave obtient l'autorisation d'opérer des services bancaires au Nigeria.

### **Ghana :**

Le gouvernement lève 3,1 Md GHS (240 M EUR) pour son retour sur le marché des obligations ; L'entreprise ghanéenne Engineers & Planners (E&P) remporte le bail de la mine de Damang ; La production de pétrole du Ghana diminue pour la 6<sup>ème</sup> année consécutive en 2025 ; L'activité économique du Ghana progresse de 7,5% en janvier 2026.

# Nigeria

## La Banque mondiale souligne les progrès économiques du Nigeria malgré la résurgence de risques

[La Banque mondiale a publié son rapport semestriel sur l'état du développement au Nigeria, Nigeria Development Update, intitulé « L'avenir du Nigeria doit commencer aujourd'hui : plaider en faveur du développement de la petite enfance ».](#) Ainsi, au-delà de l'actualisation de l'analyse de la conjoncture, cette édition présente un dossier sur les enjeux liés à l'enfance et ses implications en matière de développement économique et de lutte contre la pauvreté.

Le rapport reconnaît la poursuite des avancées sur le plan macroéconomique en 2025 et depuis le début de l'année 2026, tout en analysant les potentiels effets économiques que peut entraîner le conflit au Moyen-Orient sur le pays. Le pays a connu une croissance résiliente en 2024 et 2025 (4,1% et 4,0% respectivement). L'inflation s'est significativement réduite en 2025 (15,1% en février 2026 en glissement annuel après 26,3% en février 2025) même si elle demeure particulièrement élevée.

La Banque mondiale souligne également que les progrès en matière de stabilisation macroéconomique doivent encore se traduire par l'amélioration des conditions de vie des Nigériens, à travers une croissance plus inclusive et durable. Le taux de pauvreté devrait se contracter à partir de 2026, de 63% à 58% d'ici 2028.

Le déficit budgétaire s'est creusé en 2025 (3,1% du PIB, 2,8% du PIB en 2024), en raison de l'augmentation des dépenses publiques, malgré les progrès du pays en matière de collecte fiscale. La croissance et l'appréciation du naira ont permis le recul du taux d'endettement du pays, à 38,7% du PIB en 2025 (42,9% du PIB en 2024). La Banque mondiale a salué la réforme de février visant à réduire les déductions affectant les recettes pétrolières, et la réforme fiscale entrée en vigueur en 2026. La période électorale représente en revanche un risque de dérapage des dépenses.

La Banque mondiale cite également la consolidation de la position externe du pays, permise par la volatilité réduite de la monnaie, des entrées de capitaux, attirés par les rendements élevés des émissions domestiques, l'amélioration de la balance des biens et les transferts de fonds de la diaspora. Le niveau des réserves de la Banque centrale s'est significativement amélioré (passant de 40,9 Md USD à 45,5 Md USD en 2025), et le pays a dégagé un important excédent de balance courante (4,8% du PIB en 2025).

La Banque mondiale a par ailleurs réduit ses projections de croissance à +4,1% pour 2026 après trois révisions à la hausse, conséquence du conflit au Moyen-Orient. Celui-ci devrait par ailleurs

se traduire par un regain des pressions inflationnistes, à travers l'augmentation des prix du carburant. Les périodes d'incertitude géopolitique correspondent également au repositionnement des capitaux internationaux vers les marchés jugés moins risqués, et peuvent ainsi entraîner la baisse des entrées de devises vers le Nigeria, accentuant les pressions sur le taux de change et les coûts de financement du pays. La hausse des cours pétroliers pourrait en revanche renforcer les recettes fiscales et les équilibres externes, offrant davantage de marge de manœuvre aux autorités pour soutenir une population affectée par l'augmentation générale des prix.

La petite enfance représente pour la Banque mondiale un chantier prioritaire pour assurer la prospérité future du pays. Elle plaide ainsi pour des réformes en matière d'éducation et de santé, pour soutenir le développement du capital humain d'une population jeune.

## **FTSE Russell réintègre le Nigeria dans son indice des marchés frontières**

Après plus de deux ans d'exclusion, [FTSE Russell, filiale de la bourse de Londres, a annoncé réintégrer le Nigeria dans son indice des marchés frontières](#). Cette reclassification, du statut de « non classé » à « marché frontière » prendra effet le 21 septembre 2026.

Cette décision témoigne des progrès du pays en matière d'infrastructures financières et boursières. Cette décision représente un signal fort pour les investisseurs internationaux sur l'amélioration des conditions de marché et la baisse du risque opérationnel. La visibilité accrue et l'accès facilité aux titres nigériens pour les investisseurs étrangers devraient bénéficier aux entreprises nigérianes cotées.

Le pays avait été retiré de l'indice en septembre 2023 en raison des précédentes contraintes sur le change et des difficultés pour les investisseurs internationaux à rapatrier leurs profits. Cette décision de FTSE Russell est une première étape, alors que le pays est toujours « non classé » par MSCI.

## **La Banque mondiale approuve une ligne de crédit de 500 M USD pour le secteur agricole**

[L'Association internationale de développement, filiale de la Banque mondiale, a approuvé une ligne de crédit de 500 M USD au Nigeria dans le cadre du projet Chaînes de valeur agricoles durables au Nigeria pour la croissance \(AGROW\)](#) pour une durée de six ans.

Le projet vise à renforcer la productivité des petits exploitants et renforcer les chaînes de valeur agricoles et ainsi soutenir l'emploi et la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays. Le financement se traduira par un système de subventions pour soutenir

l'approvisionnement auprès de petites exploitations, dans des filières prioritaires comme le riz, le maïs, le manioc et le soja. Le projet souhaite en parallèle élargir l'accès à des semences améliorées et résilientes au changement climatique.

Le secteur agricole, qui emploie la majeure partie des Nigériens, souffre d'une faible productivité et est particulièrement vulnérable aux aléas climatiques. Les difficultés du secteur se répercutent sur l'inflation, dont les prix alimentaires sont le principal moteur.

## **La BIDC approuve 242 M USD d'investissements au Nigeria**

[La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO \(BIDC\) a approuvé lors de la 95<sup>ème</sup> session de son conseil d'administration, près de 320 M USD de nouveaux investissements, dont 242 M USD pour des projets d'infrastructures au Nigeria et 15 M USD au Ghana.](#)

Ces fonds sont répartis entre trois projets : (i) 100 M USD pour la construction de l'autoroute côtière reliant Lagos à Calabar et traversant 9 États ; (ii) 92 M USD pour la modernisation des infrastructures routières de l'État de Bauchi ; (iii) 50 M USD pour la construction d'infrastructures de gestion des déchets à Lagos.

Le projet de 15 M USD accordé pour le Ghana permettra la construction d'une usine de fabrication de papier-tissu.

## **La NNPC exporte sa première cargaison de brut Cawthorne**

[La Société pétrolière nationale du Nigeria Nigerian National Petroleum Company \(NNPC\) a annoncé l'exportation de sa première cargaison de brut Cawthorne, son niveau type de pétrole brut.](#) Le chargement, d'environ 950 000 barils, a été réalisé depuis l'unité flottante de stockage et de déchargement (FSO) Cawthorne, située au large de Bonny, dans l'État de Rivers. Cette infrastructure est rattachée à la licence de production OML 18, qui constitue la principale source de production de cette nouvelle variété de brut. Le chargement a pour destination les Pays-Bas.

Le brut Cawthorne se classe dans la catégorie des bruts légers et doux. Ce profil, proche du Bonny Light, en fait un produit recherché par les raffineurs en raison de ses rendements élevés en essence et en diesel.

Cette première exportation s'inscrit dans une stratégie engagée par le Nigeria pour diversifier son portefeuille de bruts. Après les lancements récents du Nembe et de l'Utapate, le pays poursuit l'élargissement de son offre afin d'accroître sa présence sur les marchés internationaux.

## Flutterwave obtient l'autorisation d'opérer des services bancaires au Nigeria

[Flutterwave, initialement une entreprise de paiements, annonce avoir obtenu une licence d'institution de microfinance au Nigeria.](#) Elle pourra ainsi intégrer comptes, paiements et solutions de financement au sein d'un même système. Cette évolution s'inscrit dans la stratégie de croissance de la fintech, qui renforce progressivement ses capacités à travers des acquisitions et le développement de nouveaux produits.

## Ghana

### Le gouvernement lève 3,1 Md GHS (240 M EUR) pour son retour sur le marché des obligations

[Le gouvernement du Ghana a réalisé le 1<sup>er</sup> avril 2026 sa première émission d'obligations du Trésor à long terme depuis le programme d'échange de dette intérieure \(DDEP\) de 2023, qui avait imposé une restriction de 3 ans sur l'émission.](#) Le Trésor a levé 2,8 Md GHS (210 M EUR) grâce à une obligation à 7 ans, à un taux de 12,5%, attirant des offres d'un montant de 3,1 Md GHS (240 M EUR).

Ce retour sur le marché obligataire rompt avec la pratique habituelle des réouvertures souveraines : au lieu d'annoncer une taille cible et de concéder une prime d'émission généreuse, le Trésor a privilégié une logique de prix plutôt que de volume, afin de préserver son pouvoir de négociation et d'éviter tout signal de besoin pressant de financement. En annonçant une fourchette de prix initiale allant de 12% à 12,5%, en deçà du rendement du marché secondaire où s'échangent actuellement les obligations émises avant le programme DDEP (13,5% au 30 mars), il cherchait à tester la profondeur de la demande et à recalibrer la courbe des taux domestique à partir d'une nouvelle référence, plutôt qu'à entériner les niveaux hérités du DDEP.

La sursouscription mesurée - 3,1 Md GHS (240 M EUR) d'offres pour 2,8 Md GHS (210 M EUR) levés - au taux retenu de 12,5% témoigne de la possibilité d'un retour sur le marché, avec un ré-ancrage du taux qui demeure malgré tout élevé. Le moment de ce retour semble opportun puisque 2027 constituera une échéance majeure, en raison de la concentration des maturités issues du DDEP, auxquelles s'ajoutent environ 2 Md USD de remboursements d'Eurobonds. L'émission d'obligations de long terme permettrait de répartir la pression liée au remboursement dans le temps et [le gouvernement prévoit en ce sens de lever 15,2 Md GHS \(1,2 Md EUR\) par le biais de bons du Trésor et d'obligations entre mars et juin 2026.](#)

## L'entreprise ghanéenne Engineers & Planners (E&P) remporte le bail de la mine de Damang

Le gouvernement a attribué la reprise de l'exploitation de la mine de Damang à la société locale E&P, à l'issue d'un appel d'offres. Le Ghana, qui cherche à renforcer la participation locale dans son secteur minier, avait rejeté en 2025 la demande de renouvellement de bail de la société sud-africaine Gold Fields et avait pris le contrôle de la mine après un bail transitoire, mettant ainsi fin à des années de prolongation automatique. Il s'agit de la première attribution d'un bail d'exploitation pour une mine d'or à grande échelle à une entreprise entièrement détenue et dirigée par des Ghanéens, conformément à une exigence explicite de l'appel d'offres. La mine de Damang représente environ 5% de la production d'or du secteur (hors galamsey), ces dernières années.

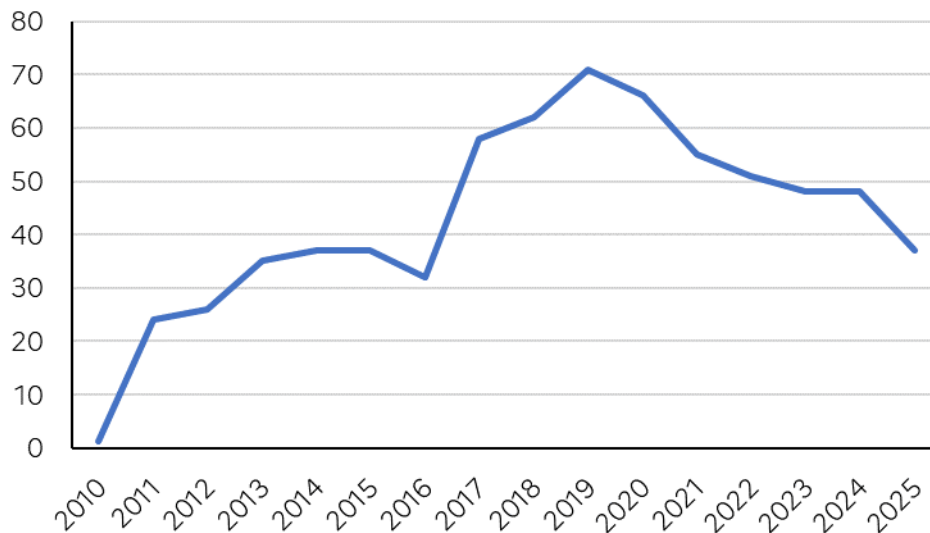
La nomination d'E&P pouvait être attendue. En effet, Engineers&Planners avait déjà été désigné dans une lettre au gouvernement comme l'entrepreneur ghanéen le plus apte à assurer la continuité des opérations à Damang. E&P est le principal prestataire minier à Damang depuis 2016 et est propriétaire de l'ensemble des équipements miniers lourds déployés à Damang et à Tarkwa (l'autre mine possédée par Gold Fields au Ghana). Si E&P a démontré un accès à un financement de 505 M USD, une étude réalisée par Gold Fields pour le gouvernement indiquait qu'un apport en capitaux entre 600 M USD et 1 Md USD était nécessaire pour étendre la durée de vie de la mine de 9 ans.

## La production de pétrole du Ghana diminue pour la 6<sup>ème</sup> année consécutive en 2025

Selon un rapport publié par le Comité pour l'intérêt public et la responsabilité (PIAC), la production de pétrole brut du Ghana a reculé pour la 6<sup>ème</sup> année consécutive en 2025, passant d'un pic de 71,4 millions de barils (Mb) en 2019 à 37,3 Mb en 2025, soit une baisse annuelle moyenne composée de 9%. Le PIAC explique ce déclin par le fait que les champs de pétrole ghanéens ont atteint leur pic de production et entrent dans une phase de baisse structurelle. Le comité appelle donc à une intervention stratégique visant à redynamiser le secteur et à préserver les niveaux de production futurs.

Depuis 2011, le Ghana s'est imposé comme un nouveau pays producteur de pétrole. Après la découverte en 2007 d'un gisement sur le champ de Jubilee, l'exploitation a démarré fin 2010. Le Ghana dispose depuis de trois champs pétroliers et gaziers principaux en mer, à savoir Jubilee, TEN et Sankofa-Gye Nyame (SGN). Une étude menée en 2022 estimait qu'étant donné le taux actuel d'épuisement des réserves totales de pétrole (environ 8% par an), il faudrait environ 15,3 ans pour épuiser les réserves nationales actuelles de pétrole.

## Production pétrolière annuelle du Ghana depuis 2010 (Mb)



Source : PIAC, 2026

Clef de lecture : la production pétrolière du Ghana progresse fortement jusqu'en 2019, où elle atteint un pic autour de 71 Mb, avant d'entrer dans une phase de déclin continu.

Le rapport met également en évidence un fort recul des recettes pétrolières du Ghana, tombées à 770,3 M USD en 2025, soit -43% par rapport à 2024. Ce repli s'explique principalement par la diminution des volumes, la baisse du cours du baril et un retard de paiement d'une cargaison du champ SGN, finalement encaissée en février 2026. L'élément le plus marquant est la recombinaison des sources de recettes publiques sur l'activité pétrolière : l'impôt sur les sociétés devient pour la première fois la plus forte composante, avec 346,9 M USD (45% du total), devant les recettes tirées de la participation de l'État (339,3 M USD, 44%). Les redevances ne représentent plus que 10%. Ainsi, la structure des recettes publiques issues de l'activité pétrolière devient plus dépendante des revenus imposables que des quantités produites.

## L'activité économique du Ghana progresse de 7,5% en janvier 2026

[Selon l'indicateur mensuel de croissance économique \(Monthly Indicator of Economic Growth – MIEG\) publié en janvier 2026 par le centre de statistiques ghanéen \(GSS\), l'activité économique a progressé de 7,5% en glissement annuel en janvier 2026, portée principalement par les services.](#)

Ce résultat confirme une tendance à la hausse, bien qu'à un rythme plus lent que lors de la même période l'année dernière (+8,2% en janvier 2025). Le MIEG est un indice de volume défini comme expérimental et prévisionnel, qui suit l'activité économique mensuelle et fournit des signaux précoces des tendances trimestrielles du PIB.

Le secteur des services est resté le principal moteur de croissance, progressant de 9,6% en janvier 2026, après 7,7 % à la même période l'année précédente. Le secteur industriel a enregistré une croissance dynamique de 7,2%, après 9,7% en janvier 2025. Ce ralentissement s'explique en partie par la faiblesse de la dynamique du secteur pétrolier et gazier. L'agriculture a quant à elle affiché la plus faible croissance, avec une expansion de 4,5%, après 9,3% un an plus tôt.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

[tom.giudice@dgtresor.gouv.fr](mailto:tom.giudice@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : [tom.giudice@dgtresor.gouv.fr](mailto:tom.giudice@dgtresor.gouv.fr)